

**ANNEXE 1 : TARIF ECLAIRAGE PUBLIC PAR LOCALITE**

Calibre du compteur	Prix Bamako	Prix Kati	Prix Djenné	Prix Kadiolo	Prix Zégoua
<b>COMPTEURS MONOPHASES 2 FILS</b>					
5 Ampères	200	250	310	290	230
10 Ampères	370	450	575	540	425
15 Ampères	550	650	855	800	635
20 Ampères	735	900	1 140	1 065	850
25 Ampères	920	1 120	1 425	1 335	1 060
30 Ampères	1 105	1 350	1 715	1 600	1 270
35 Ampères	1 290	1 570	2 000	1 870	1 485
40 Ampères	1 470	1 800	2 280	2 130	1 690
45 Ampères	1 655	2 020	2 565	2 400	1 900
50 Ampères	1 840	2 250	2 850	2 670	2 115
55 Ampères	2 025	2 470	3 140	2 940	2 330
60 Ampères	2 205	2 690	3 420	3 200	2 535
<b>COMPTEURS TRIPHASES 4 FILS</b>					
10 Ampères	1 000	1 200	1 550	1 450	1 150
15 Ampères	1 600	1 950	2 480	2 320	1 840
20 Ampères	2 200	2 650	3 410	3 190	2 530
25 Ampères	2 700	3 250	4 185	3 915	3 105
30 Ampères	3 400	4 880	5 270	4 930	3 910
Au delà de 30 Ampères	4 000		6 200	5 800	4 600

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°01-1475/MMEE-MICT-MEF Portant fixation des tarifs de consommation d'eau.**

**Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,  
Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports,**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°00-020/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du Service Public de l'Eau Potable, ratifiée par la Loi n°00-079 du 22 décembre 2000 ;

Vu l'Ordonnance n°00-021/P-RM du portant création et organisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau, ratifiée par la Loi n°00-080 du 22 décembre 2000 ;

Vu le Décret n°00-183/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°00-020/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du Service Public de l'Eau Potable ;

Vu le Décret n°00-185/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°00-021/P-RM du 15 mars 2000 portant création et organisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau ;

Vu le Contrat de Concession du Service Public de l'Eau Potable à la Société Energie du Mali, signé à Bamako, le 21 novembre 2000 ;

Vu le Décret n°00-581/P-RM du 22 novembre 2000 portant approbation du Contrat de Concession du Service Public de l'Eau Potable ;

Vu le Décret n°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'Arrêté n°00-0060/MME-MICA-MDRE-MF du 14 janvier 2000 portant fixation des tarifs d'eau.

**ARTICLE 2 :** Les tarifs de consommation hors TVA de l'eau et les barèmes des avances sur consommations ainsi que les redevances mensuelles pour location et entretien des compteurs sont révisés comme indiqué dans les tableaux 01, 02, 03 et 04 ci-après, soit une augmentation moyenne cible de 10%. La redevance de la commission de régulation soit 1,8 FCFA/m<sup>3</sup> hors TVA, est appliquée en sus à chaque poste de la grille tarifaire, à l'exception des ventes dites sociales : bornes fontaines et première tranche du tarif général.

**ARTICLE 3 :** La tarification homologuée par le présent arrêté est applicable à toutes les localités de la République du Mali, conformément à l'Ordonnance n°00-020/P-RM du 15 mars 2000 susvisée.

**ARTICLE 4 :** Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

**TABLEAU 01 : TARIFICATION NATIONALE « EAU »**

TRANCHES	TARIF HORS TVA	TVA	TARIF AVEC TVA	Redevance en Régulation FCFA/M3	Tarif avec TVA et Redevance Régulation
<b>TARIF GENERAL A 3 TRANCHES</b>	129	0 %	129		129
Tranches 1 : 0-20m3/mois					
Tranches 2 : 21-60m3/mois	333	18 %	393	1,8	395
Tranches 3 : 61 m3/mois et au delà	505	18 %	596	1,8	593
<b>TARIF BORNES FONTAINES</b>	129	0 %	129		129
Tranches unique					

**TABLEAU 02**

<b>TARIF « INDUSTRIE ET GROS CONSOMMATEURS »</b>					
. Tranche unique	333	18 %	393	1,8	395
. Prime fixe par mois	55 543	18 %	65 541		65 541
NB : La TVA au taux de 18 % est à facturer en sus sauf sur l'avance sur consommation et les 20 premiers m3 du tarif général et du tarif bornes fontaines.					

**TABLEAU 03 : REDEVANCES MENSUELLES POUR LOCATION ET ENTRETIEN DES COMPTEURS « EAU »**

DIAMETRES DES COMPTEURS	BAREME HORS TVA	TVA	BAREME AVEC TVA
15 mm	571	18 %	674
20 mm	1 522	18 %	1 796
25 mm	1 903	18 %	2 246
30 mm	2 474	18 %	2 919
40 mm	4 949	18 %	5 840
50 mm	7 613	18 %	8 983
60 mm	12 372	18 %	14 599
80 mm	19 033	18 %	22 459
100 mm	30 454	18 %	35 936
NB : La TVA au taux de 18 % est à facturer en sus sauf sur l'avance sur consommation et les 20 premiers m3 du tarif général et du tarif bornes fontaine.			

**TABLEAU 04 : BAREME DES AVANCES SUR CONSOMMATION « EAU »**

DIAMETRES DES COMPTEURS	MONTANT DE L'AVANCE EN F CFA
15 mm	7 537
20 mm	10 050
25 mm	40 828
30 mm	48 992
40 mm	65 322
50 mm	81 653
60 mm	97 983
80 mm	130 645
100 mm	163 306
Bornes fontaines	133 233

**ARTICLE 5 :** Le Président de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau, le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, le Directeur National de l'Hydraulique et le Directeur Général de la Solidarité Energie du Mali sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter du 1er juillet 2001 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 juin 2001**

**Le Ministre des Mines,  
de l'Energie et de l'Eau  
Aboubacary COULIBALY**

**Le Ministre de l'Industrie,  
du Commerce et des Transports,  
Madame TOURE Alimata TRAORE**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Bacari KONE**

-----

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°01-1477/MMEE-MATCL Portant fixation des modalités de circulation à l'intérieur du périmètre de protection.**

**Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,**

**Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code Minier en République du Mali, modifiée par l'Ordonnance n°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 Septembre 1999 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 ;

Vu le Décret n°99-256/PM-RM du 15 septembre 1999 portant approbation de la Convention d'Etablissement Type pour la prospection, la recherche et l'exploitation des substances minérales en République du Mali, modifié par le Décret n°00-050/PM-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**ARRESENT :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent arrêté fixe les conditions de séjour et de circulation des personnes à l'intérieur des périmètres de protection conformément à l'article 97 du Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 sus-visé.

**ARTICLE 2 :** Les éléments qui sont cités aux points 1, 2 et 3 de l'article 95 du Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 sont portés sur les deux copies supplémentaires du plan au 1/2 500 soumises par le demandeur dont une copie lui est remise avec les indications appropriées et l'autre est versée au dossier à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

Les cartes de résidence et les permis de circulation et de séjour sont délivrés par la Société minière détentrice du permis d'exploitation.

**ARTICLE 3 :** Après enquête, des périmètres de protection comprenant des zones " A " et " B " sont institués.

Les zones " A " englobent les chantiers, les campements miniers, les ateliers, les usines de transformation et les installations d'approvisionnement en eau. Leur superficie se définit par celle occupée par ces installations.

Les zones " B " englobent les zones " A " et les superficies nécessaires pour exercer un contrôle efficace sur l'ensemble des travaux d'exploitation.

Les principaux points d'accès aux zones " A " et " B " doivent être indiqués de façon très visible.

Les périmètres de protection ainsi institués peuvent être réduits ou supprimés après avis de l'exploitant.

**ARTICLE 4 :** Les zones " A " doivent être entourées par l'exploitant, d'une clôture durable et continue.

Les limites des zones B doivent être indiquées de façon visible par des poteaux ou des bornes.

**ARTICLE 5 :** L'accès à l'intérieur des zones " A " ou " B " est réservé aux personnes suivantes :

- les membres du Gouvernement et les personnes qui les accompagnent ;

- les magistrats, les agents de l'Administration chargée des mines, les fonctionnaires et autres agents assermentés, dans l'exercice de leurs fonctions et munis d'un ordre de mission ;

- le personnel de l'entreprise protégée et les personnes spécialement autorisées par le directeur de l'exploitation ;

- les habitants des zones du permis d'exploitation porteurs d'une carte de résidence ;

- les personnes munies d'un permis de séjour ou de circulation valable pour la zone en question.

Les permis de séjour ou de circulation peuvent être annulés sous réserve d'un préavis de quinze jours pour les permis de séjour et sans préavis pour les permis de circulation.

Les frais de délivrance des cartes de résidence et des permis de circulation ou de séjour sont à la charge de l'exploitant.